

CENSEUR,

Journal de Lyon,

POLITIQUE, INDUSTRIEL ET LITTÉRAIRE.



OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES du 18.					
PAR RICHARD PÈRE ET FILS, Ingénieurs-opticiens, brevetés, quai St-Antoine, 11.					
HEURES.	THERM.	HYGROM.	BAROM.	VENTS.	CIEL.
6 heur.	19.4 au-dessus de 0.	60 deg.	27 pou. 7 lign.	S.-O.	Soleil.
Midi...	25.1 au-dessus	50 deg.	27 pou. 7 lign.	Idem.	Idem.
SOLEIL.			LUNE.		
Lever.	Midi vr.	Couch.	Phases.	Age.	
5 h. 4 min.	0 h.	7 h. 6 min.	Pleine lune.	17	

Lyon, 18 août 1837.

ÉLECTIONS MUNICIPALES.

Section de Louis-le-Grand.

Nombre de votants,	198
Majorité absolue,	100
MM. Gastine,	129
Emile de Vauxonne,	89
Chaley,	81
Acher,	68
De Casenove,	1
Rieussec,	2

M. Gastine, ayant obtenu seul la majorité absolue, a été proclamé conseiller. — Demain aura lieu le 2^e tour de scrutin.

Nous engageons les électeurs patriotes à se rendre à l'assemblée et à faire tous leurs efforts pour faire réussir la candidature de l'honorable M. Chaley.

LES ÉLUS ET LES RÉPROUVÉS (1).

M. DONNET.

Dans les sections où le juste-milieu ne s'est pas cru suffisamment en force, il a fait une sorte de concession à l'opinion publique; il a opposé aux candidats patriotes les opinions de son parti dont les opinions sont les moins enragées d'exagération. C'est ainsi qu'il a présenté M. Donnet aux électeurs de la section de l'Hôpital, lesquels l'ont élu, parce qu'ils ont su qu'en plus d'une circonstance M. Donnet avait séparé son vote de celui de la portion la plus exaltée du conseil.

M. QUANTIN.

Si le juste-milieu lyonnais était moins absurde, M. Quantin n'aurait pas un seul ennemi. Il est peu d'hommes généralement estimés et plus dignes de l'être. Ses lumières, sa haute probité, son parfait désintéressement ne sont pas moins reconnus de ses adversaires que de ses partisans; l'aménité de ses manières, la douceur de son caractère, son indulgente tolérance pour les opinions d'autrui s'allient en lui à une grande fermeté de principes et au sentiment le plus profond de ses devoirs. Pendant toute la durée de la déplorable catastrophe de novembre, il fit preuve d'autant de courage que de sang-froid. Demeuré presque seul de la compagnie de gardes nationaux qu'il commandait, il ne quitta le poste qu'on lui avait confié que pour se retirer avec l'armée. Sa belle conduite en ces circonstances a eu pour lui le plus singulier résultat: il est aimé et vénéré de tous ceux qu'il a combattus et il est cordialement détesté de ceux pour les intérêts desquels il a exposé sa vie. Ce ne sont pas ceux-ci dont les suffrages lui ont rouvert les portes du conseil municipal.

M. BROSSETTE.

M. Brossette a toujours figuré dans les rangs de l'opposition. Quoique sa candidature ait été connue fort tard, il a presque obtenu la majorité, ce qui donne l'espérance que la deuxième élection de sa section, les suffrages ne

lui manqueront pas pour qu'il puisse siéger auprès de M. Quantin.

SECTION DU LYCÉE.

M. FAURE-PECLET.

Voyez M. Bruyas, moins la circonstance de la destitution.

M. MALMAZET.

M. Malmazet est un des libéraux de la Restauration. Il a été l'un des actionnaires de l'ancien *Précurseur* et membre de la commission de surveillance de ce journal. En cette qualité il eut à soutenir, conjointement avec ses collègues, un procès contre MM. Etienne Gautier, Louis Pons, Thomas Tissot et quelques autres avec lesquels il siège aujourd'hui au conseil municipal. Les bonnes intentions de M. Malmazet, qui ne sont pas toujours soutenues par un caractère assez décidé, lui ont fait accorder les suffrages d'un assez grand nombre de patriotes, ses anciens amis politiques, qui n'ont pas voulu l'abandonner, bien qu'il eût accepté la candidature du *Courrier de Lyon*.

M. SOULACROIX.

Le petit nombre de voix que M. le recteur de l'académie a recueillies prouve que les électeurs ont compris qu'il y avait bien quelque inconvénient à fixer leur choix sur un homme étranger à la ville et à la disposition du gouvernement qui d'un jour à l'autre peut l'envoyer exercer ses fonctions à l'extrémité la plus reculée de la France.

LE VIEUX DE LA VALLÉE.

DE L'INDIFFÉRENCE EN MATIÈRE D'OPINION.

L'un des plus grands maux de notre temps, l'un des plus funestes symptômes qui se manifestent à l'époque que nous parcourons, — et cette assertion n'est malheureusement que trop vraie, — c'est l'indifférence avec laquelle la pluralité des citoyens assiste aux débats qui s'agitent dans l'arène publique. Pourquoi donc cette funeste neutralité, lorsque la franche et libre expression du jugement universel serait d'un si grand poids dans cette lutte dont le résultat doit influencer sur les destinées de tous, lorsque de si graves intérêts se jouent pour ainsi dire dans le vaste domaine de la discussion publique?

Assez de projets anti-nationaux, assez de propositions attentatoires aux droits de tous, ont été fondés sur ce mutisme apparent de l'opinion. Assez souvent à la tribune nos ministres se sont appuyés sur le prétendu assentiment du pays, pour étaler l'arsenal de leurs mesures oppressives. Faut-il donc laisser entre leurs mains une arme si redoutable? faut-il dégager de tout frein leur responsabilité qui se retranche déjà derrière les inquiétudes supposées de la partie saine de la nation, derrière le besoin de repos et de stabilité, qui, suivant eux, peut seul rendre au commerce et aux classes souffrantes une situation florissante, premier intérêt du pays?

Eh! nous aussi, certes, nous voulons le repos! nous aussi, nous désirons ardemment la prospérité du commerce ainsi qu'une amélioration d'existence pour ces classes si malheureuses et si intéressantes que nous avons toujours défendues!

Mais ces avantages si importants au bien-être général,

fleur pour ne pas l'apprendre du tout. Il n'a pas suffi de compter sur son nom pour faire de l'effet, il a fallu monter dans les ateliers, descendre dans la rue, faire des stations sur les boulevards, voir le gamin dans toutes ses allures, à ses travaux comme à ses jeux, lui parler quelquefois, l'émoustiller, lui arracher une de ces saillies dont il n'est pas averti avec ses camarades, ou lui voler son mot ou sa grimace. Voilà ce qu'il a fallu faire, messieurs; voilà tout le secret des acteurs qui jouent des rôles dont les modèles sont parmi nous: l'étude. Un acteur anglais est allé si loin dans ce genre, que, lorsqu'il jouait un rôle de tanneur, il ne levait pas le bras en buvant de la même manière que lorsqu'il jouait un cordonnier, et il était vrai dans les deux; il n'avait pas cru au-dessous de lui d'aller étudier dans les boutiques de l'un et de l'autre.

Quelle pitié profonde, mêlée pourtant de sourires, n'inspire-t-il pas dans César, le chien du château! Comme il fait mal quand il dit trois fois, avec trois intonations différentes si pleines de douleur: *Il pleuvait! IL PLEUVAIT! IL PLEUVAIT!* On croit le voir trempé et l'eau couler sur ses cheveux blonds. Et puis comme il plait, ce pauvre César! comme il intéresse! comme on est fâché de le voir vendre sa fortune pour un écu de six francs! Car César n'est pas un être abruti, stupide, comme vous avez pu croire: c'est un garçon souffreteux, jovial encore dans sa misère, bon, aimant, mais dont la raison a été ménagée pour faire place à l'instinct. Puis comme il grandit tout à coup! comme sa voix devient forte et puissante quand il a retrouvé l'épée de son père!

J'ai peu vu d'aussi nobles têtes que le profil de Bouffé dans *Pauvre Jacques*. C'est une figure pleine de finesse et de pureté, un admirable dessin. Pauvre artiste blessé au cœur, dont l'âme, pour toi aussi, a charmé quelques jours et empoisonné le reste, il faut sourire avec toi à tes rêves d'avenir et de bonheur, avec toi regarder là-bas vers le Château-d'If ou l'île de Pomègue la voile blanche qui entre dans le port; il faut souffrir avec toi quand tu dis: « Ce n'est pas elle!... ce sera pour demain!... » et pleurer quand tu pleures en racontant les maux de la vie; car tes paroles sont empreintes de vérité, ton accent déchire: l'acteur a disparu... C'est Jacques, c'est le musicien qui a bien pu donner quelques romances à un sot qui avait besoin de renommée, qui a pu laisser tomber quelques

c'est d'une autre manière que nous entendons et que nous espérons les obtenir; c'est par des voies plus larges et plus courtes que nous comptons arriver au but qu'ambitionnent les efforts et les vœux de tous les bons citoyens. Car, lorsque l'on tend au progrès avec confiance et franchise, il faut marcher, marcher toujours. Rester stationnaire, c'est reculer: c'est demander au passé ce que l'avenir seul peut donner.

Que si l'on niait l'immense ascendant de l'opinion publique dans ces questions si graves que nous voyons agiter chaque jour, il ne nous serait pas difficile de trouver des exemples pour venir à l'appui de nos assertions. Voyez: lorsque le ministère venait soutenir à la tribune la plus flagrante illégalité, la plus odieuse violation des institutions établies; quand le projet de loi de disjonction, bien que frappé d'avance de nullité morale, semblait devoir triompher, comme conséquence naturelle et inévitable du système du 6 septembre, croyez-vous qu'une différence même de deux voix eût suffi pour le faire rentrer dans le néant, si tous les bons citoyens ne se fussent levés à la fois pour protester contre le sacrilège que l'on voulait commettre? Et, quelques jours après, n'est-ce point encore l'opinion publique, aiguillonnée et enhardie par les admirables écrits de M. de Cormenin, qui a décidé le retrait du projet de loi d'apanage? C'est que de nos jours la volonté nationale est une puissance devant laquelle tout autre pouvoir doit s'incliner; c'est que le bon sens du pays, suffisamment éclairé, sera assez fort pour triompher de toute tentative hasardée contre les droits qui forment la base de sa constitution.

Et, engagés une fois dans cette partie de la discussion, nous irons même plus loin; car chaque fait nous fournit des arguments pour affermir des convictions, chaque preuve que nous pourrions implorer militerait en faveur de la thèse que nous voulons soutenir. Toujours on nous a vus ardents partisans de réformes mieux définies, de plus larges institutions; toujours nous avons combattu pour les progrès qui peuvent étendre le cercle de nos droits. Et cependant aujourd'hui, en ne considérant même que les faibles garanties que l'on a laissées à la souveraineté populaire, nous croyons pouvoir établir l'incontestable influence de l'opinion. Dans les élections municipales, première source du bien-être des cités, comme dans les élections législatives, la voix universelle devrait jouer le plus important et le principal rôle. Car l'homme par lui-même ne saurait porter qu'un jugement particulier, souvent faussé involontairement et dominé secrètement par la pensée de son avantage privé; tandis que, guidé par l'infailible suffrage de la majorité, il ne courrait plus le risque de s'égarer sur le véritable intérêt des commettants, et s'éclairerait, pour asseoir son choix, des lumières de tous. Ne serait-ce point déjà un progrès immense? N'y aurait-il point là une sorte de compensation aux restrictions sans nombre de l'institution électorale? Chacun en effet pourrait faire tourner au profit du pays les connaissances qui lui auraient été départies; et nous pensons que, tout en faisant abstraction des hautes conceptions et des dons remarquables de l'esprit, on peut trouver dans toute organisation des qualités susceptibles de concourir à l'intérêt général, de même que de toute œuvre intellectuelle, si

plumes pour en parer le geai, mais qui tient à l'œuvre dans laquelle il a jeté son génie, à l'œuvre qui doit lui donner de la gloire et faire résonner son nom peut-être aux oreilles de celle qu'il aime encore; c'est Jacques qui se cramponne à son piano, son compagnon, son consolateur, celui qui lui fait oublier la faim!... c'est Jacques avec lequel il faut souffrir, avec lequel il faut être heureux quand il a retrouvé sa fille et son aïeule: car souffrance et bonheur sont vrais, sont dans votre âme comme dans la sienne. C'est là un des plus beaux rôles de Bouffé.

Le public s'est cru un moment, hier au soir, reporté aux beaux temps du vaudeville rieur, lesté et grivois, alors que les noms de Barré, Radet, Desfontaines et surtout Désaugiers brillaient en grosses lettres sur toutes les affiches; alors que le rire était de bon aloi, et que ne s'était pas encore opérée cette révolution commencée par *le Mariage de Raison*. On jouait *la Maison en Loterie*... et Bouffé était Rigaudin. Il a été spirituel, original, malin, il a fait rire, il a amusé; mais la pièce est bien vieillie et passée de mode.

La Fille de l'Avare a fourni à Bouffé un rôle où il développe un immense talent d'observation, et qui a dû lui coûter de longues études; on ne crée pas de pareils rôles en un jour. Il nous promène par toutes les nuances de l'économie, de l'avare, de la plus pitoyable ladrerie; il n'est pas une minute sans que le jeu de sa physionomie ne décelé ce qui se passe en lui. Comme il aime son or, comme il le choie, comme il en fait son dieu! comme il regarde en pitié ce jeune fou qui le dépense en riant! surtout comme il l'enferme! comme il s'efforce de cacher à tous sa fortune immense! comme il se fâche quand il en transpire quelque chose... Il a fait mourir sa femme de douleur et de privation... Il maudira sa fille tout à l'heure, et, pour la tuer, il lèvera sur sa tête une chaise qui échappera à la débilité de sa main... Elle a osé sauver la vie à son oncle avec l'or de son père... Car l'avare n'a point d'amis, point de frère, point de famille... Il a de l'or... et rien autre.

Il est impossible de rendre toutes les impressions que vous fait éprouver Bouffé dans cette pièce; les spectateurs ont frémi quand il a menacé sa fille... et il y avait de quoi... Jamais fureur ne fut plus vraie... jamais avare ne fut plus atroce. Il faut voir cette pièce pour juger du talent de Bouffé.

THÉÂTRE DU GYMNASÉ.

BOUFFÉ.

Vous est sûrement arrivé quelquefois de vous extasier devant un tableau rendu par une main habile, d'être ému par l'ensemble des personnages représentés, de vous sentir le cœur serré d'effroi à leurs menaces, d'être égayé par la joie peinte sur leurs visages, et de trouver sur le vôtre le rire qui entr'ouvre les lèvres; ne vous en veuillez pas; vous avez rendu justice au talent, et c'est toujours une justice qu'on lui doit. Mais si vous arrivez aussi, pour peu que vous ayez vécu, de trouver un jour réellement devant ces mêmes scènes que vous voyez en peinture. La même douleur qui vous avait menacé qui vous avait épouvanté, la joie à laquelle vous voyez réelle vous a rendu tout cela, mais palpable, et vous avez fait plus que de voir, vous avez senti, et vous avez pleuré, vous avez ri, selon que les scènes se passaient autour de vous étaient tour à tour joyeuses ou tristes. Eh bien! si vous avez vu quelques-uns des excellents petits drames que joue Bouffé, représentés par un acteur par lui, vous avez vu le tableau; s'il en était l'acteur, vous en la nature.

En effet, n'a rendu son personnage avec cette vérité, n'a poussé plus loin l'illusion, ou mieux nul n'a plus été si près d'être une illusion ou la réalité. Sûrement Bouffé était bien l'homme dont il avait pris le nom et les manières. Est-on plus franchement gamin que lui? Est-on plus enfant au bon cœur, à l'esprit malin, aux idées spirituellement triviales, vif, enjoué, taquin, musard, s'asseyant sur le dernier bâton d'une canne, jouant à la toupie et, tout en racontant comment il a soubrié du canal, faisant un pantin de son mouchoir de poche, plus sérieuse qu'il ait faite encore, tant le naturel est si facile à saisir. Mais, pour arriver à cette parfaite imitation de la nature, il n'a pas fallu recevoir dédaigneusement un rôle, le jouer du bout des lèvres, ou même compter assez sur le souff-

futile, si frivole qu'elle soit, il est possible d'extraire de sages leçons, d'utiles renseignements.

Et c'est là l'une des meilleures preuves de la bonté de la cause que nous défendons, parce que l'opinion démocratique n'est autre chose que la conciliation des divers intérêts sociaux. Le pouvoir qui sortira du principe de la souveraineté populaire, a-t-on dit de nos jours, présentera les plus grandes garanties d'intelligence, parce qu'il aura été formé par le concours de toutes les lumières; il présentera les plus grandes garanties de justice, parce qu'il aura été formé par le concours de tous les intérêts; il présentera les plus grandes garanties de force, parce qu'il aura été formé par le concours de toutes les volontés.

N'oublions donc point qu'aux temps où nous vivons, chacun se doit tout entier au bien public; que, placé aux sommets les plus hautes comme aux degrés les plus infimes de l'échelle sociale, un citoyen, quel qu'il soit, peut rendre d'importants services au pays; que plus le nombre des déserteurs est grand dans les rangs populaires, plus ceux qui restent doivent conserver intacte la pureté de leur opinion et se resserrer autour de la bannière de la liberté.

E. L.

Le conseil d'arrondissement de Lyon a décidé, à l'unanimité, qu'une subvention devait être allouée pour la construction d'un pont suspendu sur le Rhône, en remplacement du bac d'Irigny et de Feysin.

Cette demande de subvention, malgré son utilité, paraissait devoir être repoussée comme pouvant établir un précédent dangereux; mais, après un mûr examen, le conseil a considéré que ce pont, placé entre Givors et Lyon, devait contribuer à lier les deux départements riverains, à faciliter et augmenter les relations d'une foule de communes sur les deux rives, dont les produits étaient tout-à-fait différents, et qu'enfin ce pont était dans une position favorable à l'agriculture; que, d'un autre côté, il était facile de prévoir que le revenu du pont projeté ne pourrait pas répondre aux dépenses considérables qu'entraînerait l'entreprise, et que, sous tous ces rapports, une subvention devenait nécessaire, du moins à titre d'encouragement pour l'agriculture trop souvent négligée.

M. le préfet, ayant senti l'utilité de cette entreprise et la nécessité de la subvention, a appuyé le vote du conseil d'arrondissement.

On doit espérer que le conseil-général du département du Rhône et celui du département de l'Isère viendront aussi, par leurs votes, achever ce que le conseil d'arrondissement de Lyon a si sagement compris et commencé, et assurer le succès d'une entreprise si utile. (Communiqué.)

La dissolution de la chambre paraît très-probable; elle donnerait lieu à des élections générales pour le mois de novembre prochain. Nous engageons donc tous les citoyens qui paient 200 francs d'impôts, soit personnellement, soit par leurs femmes, ou au moyen de délégations permises par la loi, et tous ceux enfin qui réunissent les conditions exigées pour être électeurs, de se faire inscrire, sans attendre le délai fatal; car souvent on a besoin de pièces qu'on ne peut se procurer de suite.

AFFAIRES MUNICIPALES. — CONFLITS ENTRE DES MAIRES ET DES PRÉFETS.

Un conflit grave vient de s'élever entre M. le préfet du Nord et M. le maire d'Avesnes, au sujet d'un arrêté municipal, pris par ce dernier, qui prohibait, pendant la première quinzaine d'août, l'entrée dans la ville d'Avesnes de la viande de boucherie et de charcuterie. M. le maire avait cru, dans l'intérêt de la salubrité publique, devoir prendre cet arrêté qui paraissait basé sur la loi et sur la prudence; M. le préfet l'a annulé. Par suite, second arrêté municipal qui est pareillement annulé; enfin, M. le maire vient de prendre un troisième arrêté conforme au second... Nous verrons si cette fois M. le préfet persistera dans son système.

L'exemple de M. le maire d'Avesnes est bon à citer, car,

Et cet artiste, si naturel, si vrai, si grand, la douleur physique le tue...; il souffre...; il est malade. Il lui faudrait, loin du théâtre, un repos de quelques mois, une campagne au bord d'une rivière, sans bruit, sans agitation, quelques jours de sommeil pour le guérir des longues études qui ont miné sa santé; et il ne peut pas: malgré lui, il est entraîné à remonter toujours sur cette scène où tant de bravos, tant de lauriers l'attendent. Les bravos sont tant plaisir et les lauriers de bon aloi comme les siens sont si doux à recueillir! KAUFFMANN.

Bibliographie Lyonnaise.

LES EAUX DE CHATEAUNEUF (1),

Par M. V. T.

Châteauneuf est situé près de Riom en Auvergne; c'est le chef-lieu d'une commune composée d'un château, d'une église, de quelques chaumières et de beaucoup de maisons isolées ou rassemblées par groupes de trois, quatre ou cinq, le tout formant une population de neuf cents âmes. Le but principal du livre que nous annonçons est de faire connaître dans tous ses détails l'établissement d'eaux minérales qui existe à Châteauneuf. M. V. T. y a fait un séjour assez prolongé, et en a senti les effets les plus heureux. La reconnaissance a d'abord guidé sa plume, et il a voulu ensuite donner la plus grande publicité aux qualités puissantes des eaux où il a rencontré un soulagement à ses maux, pour que ceux qui se trouvent dans la même position que lui conçussent le désir d'éprouver leur influence salutaire.

« L'art n'indique à Lyon, dit M. V. T., dans la plupart des cas d'affections chroniques ou autres qui réclament l'usage des eaux minéro-thermales, que celles d'Aix, de Vichy ou du Mont-Dore et, à de grandes distances, celles de Plombières ou de Luxeuil, au nord; celles de Bagnères, Carréges ou autres localités des Pyrénées, au midi. L'efficacité respective des unes et des autres est incontestable; chacune a fait des cures mer-

par le temps qui court, on voit tant de maires oublier leur dignité de magistrat d'une ville pour faire la courbette devant le bon plaisir d'un préfet, que lorsqu'un citoyen revêtu de ces honorables fonctions sait en soutenir toute l'indépendance, on doit le signaler à l'admiration publique.

(Courrier du Nord.)

On écrit de Marseille :

Dimanche, le nombre des décès cholériques inscrits à l'état civil, a été de 14, au lieu de 10 comme nous l'avions écrit.

Lundi 14, on a enregistré 31 décès, sur lesquels 11 cholériques.

Mardi 15, 31 décès, 16 cholériques.

Ainsi, jusqu'à présent, la maladie n'a augmenté pas sensiblement. On remarque aussi comme un indice favorable que le choléra n'absorbe pas les autres maladies, ce qui ne manque jamais d'arriver lorsqu'il va prendre un caractère épidémique prononcé. Nous avons en ce moment des fièvres malignes et surtout des petites-véroles qui règnent simultanément avec le choléra. Depuis un mois, il existe une grande mortalité parmi les enfants; il n'est pas de jour qu'ils ne forment le tiers ou la moitié du nombre des décès. Samedi encore, il y avait 18 enfants sur les 31 morts enregistrés à l'état civil.

Sans chercher à nous bercer de fausses espérances, il nous est impossible de ne pas tenir compte de ces faits.

L'ordre des avocats à la cour royale de Lyon s'est réuni dans une des salles du Palais-de-Justice, à l'effet de procéder au renouvellement et à la composition de son conseil de discipline pour l'année judiciaire 1837-1838. Le nombre des votants était de 28.

M. Octave-Vincent de Saint-Bonnet a été élu bâtonnier.

Ont ensuite été nommés membres du conseil MM. Desprez, qui a obtenu 27 voix; Journel, 25; Margerand, 25; Favre-Gilly, 23; Genton, 23; Humblot, 19; Magneval, 18; Valois, 16; Vachon, 15.

M. de Chazournes a réuni 14 suffrages; MM. Perras et Frappet, chacun 10; M. Boissieux, 9; M. Guerre, 4; M. Sauzet, 4; M. Hodiou, 3; M. Rambaud, 3; M. Chaney, 2.

On parle comme d'une chose certaine de la nomination de M. Valois, avocat et conseiller de préfecture, au poste de conseiller à la cour royale.

Mardi, vers midi, un ouvrier calandrier employé chez M. Moreau, teinturier, rue Buisson, n° 15, a péri dans le Rhône en allant faire boire deux chevaux à l'abreuvoir situé en face de la rue Gentil. On n'a pu lui porter aucun secours.

Lundi, une cariole du quai de la Charité, portant le numéro 55, parcourant, le soir, la chaussée Perrache au grand galop, a renversé deux personnes, M. C. et Mme D., domiciliés rue de Sarron. Ils ont été transportés à l'hôpital horriblement mutilés.

Mardi, dans l'après-midi, une rixe assez grave a eu lieu aux Brotteaux entre des ouvriers en soie (compagnons serandiniers) et des teinturiers. Un des combattants a eu le crâne fracassé et a été conduit à l'hôpital dans un état désespéré. D'autres ont été blessés assez grièvement. Plusieurs arrestations ont eu lieu.

La condition publique a placé son numéro 342. Les affaires sont calmes.

La caisse d'épargne de Lyon a reçu dimanche dernier la somme de 18,278 fr. versée par 567 déposants; sur ce nombre 44 nouveaux livrets ont été délivrés; elle a remboursé 11,554 fr. à 56 personnes.

CLERMONT-FERRAND, 9 août. — Le 5 de ce mois, le deuxième conseil de guerre de la 19^e division militaire, siégeant à Clermont-Ferrand, avait à juger une affaire grave qui avait occupé l'attention du public. Il s'agissait du sort du nommé Charles Turquois, fusilier au 38^e régiment de ligne, prévenu d'homicide volontaire sur la personne de Trémeau, jeune détenu de la maison centrale de Riom. Deux questions ont seules servi de pivot aux débats: 1^o l'accusé, de faction à la maison centrale, avait-il reçu la consigne de faire feu après trois sommations sur tout détenu qui se présenterait aux fenêtres? 2^o l'accusé, avant de tirer son arme, avait-il fait les sommations voulues d'après la consigne? Les réponses des témoins à ces questions ayant été affirmatives, Turquois, comme on devait s'y attendre, a été acquitté par le conseil que présidait M. de Garaube, colonel et député.

veilleuses, chacune a ses trophées. Mais les dangers qu'elles présentent ne sont pas moins réels, et l'on met moins d'empressement à les signaler. L'action des eaux d'Aix, même de Vichy ou du Mont-Dore, est puissante; mais par cela même l'abus est près de l'usage, et celui-ci, pour être salutaire, a besoin d'être dirigé par une surveillance continue et éclairée. Au Mont-Dore particulièrement, on sait qu'un froid rigoureux et subit n'est pas chose rare au milieu de l'été. On pourrait citer plus d'une victime ou de la trop grande activité de ses eaux ou des brusques variations et de l'abaissement extraordinaire de la température. Châteauneuf jouit d'une constitution atmosphérique plus favorable aux malades. L'air que l'on respire sur les rives charmantes, tour à tour découvertes ou ombragées, de la Sioule, est toujours pur et doux. D'un autre côté, les principes minéralisateurs de ses eaux semblent avoir été combinés exprès dans des proportions appropriées aux organisations les plus délicates. Aussi, tous ceux qui en ont usé en sont revenus guéris ou dans un état de santé notablement amélioré. Et combien, après avoir essayé du Mont-Dore ou de Vichy, les ont quittés pour Châteauneuf!

Nous ne suivrons pas l'auteur dans la description très-étendue qu'il donne des différents édifices thermaux. Nous renvoyons au livre lui-même pour les détails intéressants qu'il renferme à ce sujet. Ce volume est d'ailleurs élégant et coquet; il sort des presses de M. Louis Perrin. M. V. T. ne s'est point borné à une nomenclature sèche et aride; on rencontre dans son livre d'agréables descriptions, des portraits faits d'après nature de plusieurs sites pittoresques de l'Auvergne, quelques digressions philosophiques et religieuses, le tout dans un style sans prétention, mais quelquefois aussi négligé.

L'ouvrage se termine par une apparition toute fantastique et mythologique de la divinité des eaux de Châteauneuf. L'explication de ceci nous a paru fort difficile; peut-être l'auteur a-t-il voulu poétiser une de ces rencontres qui se font quelquefois aux eaux, dont le malade conserve parfois un doux souvenir, et qui lui laissent souvent une blessure profonde dans le cœur. Nous pouvons nous tromper dans la supposition que nous faisons, mais c'est le seul moyen d'interpréter la pensée qui a guidé M. V. T. lorsqu'il a composé le chapitre dont il est question. Nous recommandons, du reste, cette production d'un de

Il ne devait pas en être autrement, le militaire n'avait fait pendant dans cette malheureuse affaire: il y a un coupable ce monde l'ignore. Le règlement de la maison centrale concernant la consigne des factionnaires a été violé depuis au moins quatre ans. Qui a substitué aux dispositions de ce règlement un ordre barbare que la mort d'un homme a seule pu faire révoquer. Dans l'impossibilité de découvrir le premier auteur de cette infraction, comme l'officier rapporteur, et M. Guillaume, directeur de la maison centrale, qui, en l'absence d'un commandant de place, doit veiller à l'exécution du règlement et s'assurer par lui-même si la consigne donnée aux factionnaires est toujours exactement conforme.

Espérons que dorénavant on ne se jouera pas si facilement de la vie de nos semblables, et que les détenus pourront respirer entre les épaisses barreaux d'une fenêtre, la douce brise du jour, sans être exposés à recevoir des balles dans la tête.

Voici l'article du règlement de la maison centrale concernant les factionnaires, tel qu'il est affiché au corps-de-garde de cette maison, mais que l'on dit illisible:

« Les factionnaires veilleront avec le plus grand soin à ce que les détenus n'entreprennent aucune tentative d'évasion ni de bris de clôture. Aussitôt qu'ils remarqueront de semblables dispositions, leur devoir est d'abord de sommer les délinquants de cesser à l'instant leurs tentatives, et de prévenir, au moyen de la sonnette qui est à leur disposition, le chef du poste ainsi que l'autorité de la maison.

« Si l'arrivant qu'un condamné parvint à sortir de la maison et qu'il fut trouvé sur les toits des bâtiments, persistant à vouloir, à l'aide de cordes ou de tout autre moyen, escalader le mur d'enceinte, la sentinelle, après l'avoir sommé par trois fois de cesser sa tentative et d'arrêter, pourra faire feu de sa arme, mais seulement dans le cas où le détenu aurait quitté les bâtiments et traverserait, à l'aide de cordes, etc., le chemin de ronde. »

(Gazette d'Auvergne.)

On écrit de Hambourg, à la date du 5 août :

« Il s'est répandu dans notre ville des bruits désavantageux pour trois grandes maisons de Leipsick. Les amis de ces maisons ont démenti ces nouvelles, et les commis-voyageurs qui venaient de Leipsick ont assuré que tout y était dans l'ordre le plus parfait. Cependant on apprend que ces bruits n'étaient pas sans fondement à l'égard de ces maisons: leurs associés commanditaires à Lyon se sont vus, par suite des lettres de change qui leur ont été protestées après la faillite de la maison Wilds et compagnie et des catastrophes d'Amérique, dans la nécessité de suspendre leurs paiements. Ces maisons viennent d'obtenir de leurs créanciers en France et en Suisse des délais pour satisfaire à leurs engagements, et l'une d'elles a, dit-on, offert 5 cent; le passif de l'autre maison se monte à 11 millions de francs. Il paraît qu'ici et dans toute l'Allemagne, personne n'est intéressé directement dans cette faillite. La troisième maison était comprise dans la même crise, mais elle a trouvé moyen de faire honneur à ses engagements. »

(Gazette d'Augsbourg.)

DES TRAVAUX DE CANALISATION.

Tous les hommes d'état qui ont porté leur pensée sur les voies de communication l'ont fait en vue de l'unité politique et administrative du pays. Ils les ont considérées non-seulement comme un véhicule préparé à la production, mais comme un moyen de propagande fourni à l'intelligence. En un mot, les voies de communication ont été pour eux non-seulement une question de commerce, mais une question de gouvernement et de civilisation.

Louis XI, Sully, Richelieu, Colbert, Turgot, Napoléon ont fait construire des ponts, des routes, des canaux. Mais aucun de ces travaux n'a été fait au hasard. Ils se rapportaient tous à une vaste pensée, à un plan d'utilité générale.

Les hommes qui gouvernent aujourd'hui ont bien voulu, eux aussi, attacher leur nom aux travaux publics. Mais ce que ceux-ci faisaient pour compléter leur système politique, ceux-ci ont imaginé de le faire pour qu'on oublie de leur demander compte du système qu'ils devraient avoir et qu'ils n'ont jamais eu.

Les ministres ont d'abord provoqué l'achèvement des travaux commençant eux, et ils ont fort bien agi en cela.

Mais lorsqu'il s'est agi de la confection de voies de communication nouvelles, au lieu de prendre l'initiative et d'agrandir

nos compatriotes à l'attention non-seulement des malades, mais encore des artistes et des savants.

NOUVELLE MÉTHODE

AMUSANTE ET RÉCRÉATIVE

Pour apprendre en trente leçons l'orthographe des homonymes français;

PAR M. COLLOMBET.

Heureux l'homme que les entraves d'une position sociale n'arrêtent point dans la carrière de prédilection qu'il s'est choisie, et qui, libre de consacrer son temps à l'étude qui lui souvient, travaille au perfectionnement de la science qu'il a embrassée.

Cet homme, placé ainsi dans sa sphère, doit nécessairement arriver au progrès de l'art qu'il cultive, car il est pour lui plus qu'une maîtresse chérie; à lui seul se rapportent ses plus doux rêves.

Malheureusement de tels hommes sont rares, souvent méconnus, et plus souvent mal jugés. Le charlatanisme a tout envahi, et, depuis qu'il a surpris tant de bonne foi, le monde est devenu défiant et accorde difficilement son estime.

Cependant les œuvres d'art ont besoin d'encouragement, et l'ouvrage que nous annonçons peut être classé dans cette catégorie.

La brochure de M. Collombet n'est point un ouvrage éminentaire; ce livre peut être considéré comme un épisode de la langue française; il sera convenablement placé entre un dictionnaire de l'Académie et la Grammaire des Grammaires. Cette jolie brochure en sera la partie littéraire: c'est comme un feuillet au bas d'un journal politique. Nous ne doutons pas qu'elle ne soit recherchée par les amateurs; l'idée qui l'a conçue est originale, et la donnée en est tout-à-fait neuve.

L'auteur, M. Collombet, est déjà connu du public lyonnais par la méthode brevetée pour apprendre à écrire en trente leçons et changer l'écriture la plus défectueuse; il mérite par sa zèle et son incontestable talent les encouragements de nos concitoyens.

L. M.....

(1) Un volume in-12. — Lyon, 1837. — Chez les principaux libraires. — Prix : 3 fr.

des hommes d'état qui les avaient précédés, d'une manière digne de ces hommes d'état et de la France, ils ont livré la direction de toutes choses à l'influence des intérêts particuliers, ils ont abandonné les grandes lignes pour les petites, et choisi parmi ces dernières suivant l'importance des recommandations de tel ou tel homme influent dans la lice des pygmées qui se disputent l'exploitation du pouvoir.

Le système qui avait présidé à la confection de nos principaux canaux avait principalement pour but d'unir toutes nos grandes villes, c'est-à-dire toutes celles qui tendraient à devenir le centre d'un mouvement commercial ou industriel important.

Ainsi, les canaux de Briare, de Loing, de Bourgogne, du Centre, du Rhône au Rhin, relient Paris, Strasbourg, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen, par une série non interrompue de voies faciles à parcourir. Par ces mêmes canaux et par ceux qui ont été construits vers le Nord, les productions de la Suisse et de l'Allemagne peuvent atteindre nos ports de la Méditerranée, de la Manche et l'Océan, ou venir approvisionner la capitale.

Mais une grande partie de la France et deux cités considérables restent étrangères à cette active circulation, que l'industrie attire entre Paris et les villes dont nous venons de parler. Les villes de Bordeaux et de Toulouse restent isolées, ainsi que les départements situés autour de ces deux centres, hors du bassin de la Loire, entre les pics de la Lozère et du Puy-de-Dôme, et les plateaux du Limousin et du Poitou.

Dans cette contrée, les capitaux sont rares, l'industrie défaille, et le commerce s'en va dépérissant chaque jour. C'est en vain que la terre renferme des mines de fer et de cuivre, dont l'exploitation serait précieuse; la houille, ce puissant moteur de l'industrie moderne, ne peut approcher des mines; et cependant on l'extrait à quelques lieues de là, dans les départements de l'Allier et de la Haute-Loire.

Les productions de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Alsace, de Lyon, sont séparées du golfe de Gascogne et de l'Espagne septentrionale par une énorme distance que quelques travaux de canalisation suffiraient à faire disparaître.

Les intérêts politiques et commerciaux du pays réclament donc également les travaux destinés à ouvrir une voie navigable continue entre Bordeaux et la Loire. Depuis long-temps le plan de ces travaux est fait.

D'après ce plan, les bateaux partis de Bordeaux remonteraient la Dordogne et passeraient, au moyen d'un canal, dans la Sioule, et de cette rivière dans l'Allier et dans le canal latéral à la Loire. Arrivés à ce point, ils pourraient, suivant leur destination, courir vers Paris par les canaux de Briare et de Loing, ou vers Lyon par le canal du Centre, ou vers Strasbourg par le canal du Rhône au Rhin. Les houilles de l'Allier et de la Haute-Loire pourraient venir féconder les mines de la Dordogne, et alimenter des établissements industriels, dans des départements où l'industrie n'a point encore pénétré. Les manufactures de Lyon et des départements des bords du Rhin trouveraient dans le centre commercial de Bordeaux un utile débouché. Enfin, cette dernière ville, sentant peut-être alors la valeur et le prix de l'unité nationale, verrait se changer en prospérité cette détresse qui l'anime contre le nord de la France, et qui n'est nuancée d'une rancune de fédéralisme.

Ces résultats si désirables, le gouvernement ne les soupçonne pas ou ne les apprécie pas. Non-seulement il n'entreprend pas cette ligne si importante, mais il ne s'occupe même pas des travaux partiels qui pourraient rapprocher l'époque de son achèvement.

Et par exemple, il néglige la navigation de l'Allier, navigation incertaine, pleine de difficultés, de lenteurs et quelquefois de périls. Cependant les départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme sollicitent un canal latéral qui les mettent en communication directe avec la Loire. Dans une brochure recommandable par les observations judicieuses qu'elle contient et par le patriotisme qui l'a dictée, M. Michel Brosson a résumé l'histoire et les résultats des études qui ont été faites sur la navigation de l'Allier, et démontré l'utilité de l'ouverture d'un canal latéral à l'Allier, à grande section.

Nous n'entrerons point dans l'examen particulier de cette question : elle est trop locale et trop spéciale pour que nous nous en occupions dans un moment où elle n'est pas encore à l'ordre du jour.

Nous voulons seulement rappeler un projet grand et national que nos hommes d'état ont injustement et sottement négligé. Ce projet, nous le croyons, n'est pas inutile, et donnera au moins à nos populations qui sont le plus directement intéressées à compléter notre système de canalisation ! (Bon Sens.)

Faits Divers.

L'affaire du fronton du Panthéon se complique de nouveaux incidents qui semblent devoir ajourner indéfiniment la solution de la question étrange soulevée par les scrupules du ministère. On avait essayé de l'invitation douce et presque caressante pour vaincre l'inflexibilité de l'artiste récalcitrant; puis on a passé aux conseils avec accompagnement de promesses pour le séduire; enfin, aujourd'hui, on est arrivé presque à la menace. Grande a été la colère de quelques excellences lorsqu'elles ont connu le projet formé par M. David de faire graver le fronton et de mettre sous les yeux du public les pièces du procès. On a vu dans ce fait, bien simple, bien naturel, une sorte d'appel à l'insurrection, la provocation à la révolte, et dans un conseil tenu *ad hoc* on a délibéré sur le moyen de s'opposer à cette publication; on l'a trouvée, comme toujours, dans l'arsenal des lois de septembre. Ainsi, il est à peu près décidé maintenant que les commissaires du ministère de l'intérieur apposeront leur veto sur la gravure de M. David. Mais ce qu'il y a ici de plus piquant, c'est de voir un programme approuvé, édicté par MM. Guizot et Thiers, condamné, proscrit par les mêmes lois que ces ex-ministres ont faites et défendues avec tant de chaleur. L'opinion publique peut donc leur dire avec justice : *Patere legem quam fecisti.* (Le Siècle.)

On écrit de Toulon, le 12 août : Le contre-amiral Gallois, nommé au commandement de la division du Levant, a reçu l'ordre de se tenir prêt à partir avec les vaisseaux le *Jupiter* et le *Santi-Petri*, qui font partie de cette division et qui sont mouillés sur notre rade. L'ordre de départ n'est pas arrivé, sans doute, on sait que tout est prêt à bord, et les vaisseaux n'ont pas encore appareillé.

Le départ précipité de ces deux vaisseaux n'a pas été nécessaire par la mort du capitaine de vaisseau *Rabaudy*, qui commandait le *Triton* et la station du Levant. Il paraît que les mouvements de la flotte du vice-roi

d'Egypte, qui a repris la mer sans faire connaître sa destination, ont porté le gouvernement à doubler sans délai nos forces navales dans le Levant, où se trouveront réunis trois vaisseaux, cinq bricks, deux corvettes et un bateau à vapeur qui va être mis, dit-on, à la disposition de l'amiral Gallois.

— Le prince Louis-Napoléon a quitté Londres le 30 juillet, et il a pris passage à bord du paquebot *Batavier* pour Rotterdam, accompagné d'un domestique, et observant le plus strict incognito. Son départ pour Richmond n'était qu'une ruse de guerre.

— M. Mauguin, membre de la chambre des députés, est depuis plusieurs jours au Havre, d'où il doit aller en Angleterre.

— M. le capitaine Bertrand, prévenu d'insubordination et d'insultes envers le colonel commandant la place de Toulon, va être jugé, dit-on, par le conseil de guerre convoqué à cet effet par une décision ministérielle.

— On écrit de Saint-Petersbourg, 29 juillet : « L'autorisation donnée au ministre des finances de permettre aux fabricants l'importation des laines et camelots, depuis le 7 avril 1837 jusqu'au 7 avril 1838, moyennant le paiement de la moitié des droits fixés par le tarif, a été renouvelée pour deux années. » (Gazette d'Augsbourg.)

— Parmi les prisonniers qui doivent être jugés à Riom aux assises de novembre, on compte un détenu de la maison centrale qui paraît avoir été dominé toute sa vie par l'instinct du meurtre. Fils d'un boucher de St-Etienne, il tua le maître chez qui il était employé, et fut condamné à la peine capitale, qui fut commuée en une réclusion perpétuelle. On le conduisit à la maison centrale de Nîmes; il y frappa d'un couteau un des gardiens de cette prison; une mesure de police le fit transférer à Riom, et là, il blessa grièvement un autre gardien : heureusement, l'état du blessé paraît meilleur, et l'on espère le sauver.

Extérieur.

ESPAGNE. — SARRAGOSSE, 10 août. — Il y a beaucoup de mouvement dans toutes les colonnes carlistes; on croit qu'elles se dirigent vers la Castille. Ce matin, une division carliste s'est présentée à quatre lieues de cette ville où l'on remarque aujourd'hui une grande agitation.

— Espartero est arrivé le 31 à Mirambel. Ce général, croyant d'abord que l'intention de don Carlos était de se porter sur Catalogne, mais voyant que le prétendant marchait sur Tronahon, s'est dirigé sur Chorella. Les carlistes ont trouvé à Ségovie, outre des trésors, une artillerie nombreuse.

On assure que la Catalogne est décidée à se proclamer indépendante.

BAYONNE, 11 août. — D'après des lettres de Tolosa du 9, les carlistes ont été forcés de lever le siège de Penacerrada, Escalera étant accouru au secours de la place par une contre-marche, pendant que la garnison de Vittoria menaçait de son côté les assiégés. Ceux-ci se sont repliés soit dans la Navarre, soit dans la Solona ou la vallée d'Echauri. Zariategui, grâce à la diversion qu'avaient faite ces forces carlistes, est arrivé, le 30, à Pinella - Trasmonte, à 32 lieues de Madrid, entre Hernani et Aranda; il marchait sur la capitale.

— On assure que le général Alcalas a été révoqué et que sa division a été mise sous les ordres de Castaneda. La division du général Ribero, qui se trouvait à Guadalajara, se serait mise en marche pour Ségovie.

La colonne carliste qui avait attaqué Lodosa (Navarre) s'est retirée le 1er août.

MADRID, 8 août. — Nous sommes en proie à d'assez vives inquiétudes. On fortifie les barrières; la garde nationale est constamment sous les armes; partout les postes sont doublés. L'arrivée des populations des environs de Madrid, que les voitures publiques ne cessent d'amener en ville, ne contribue pas peu à redoubler l'anxiété publique; l'on voit descendre de la diligence des paysans qui apportent avec eux leurs plus précieux objets.

Des rixes partielles ont éclaté dans les quartiers habités par la plus basse populace; là, quelques cris de *Viva Carlos-Quinto!* ont été proférés. La garde nationale a maltraité quelques individus qui, devant la Puerta del Sol, avaient célébré par de séditieux vivats l'approche des carlistes.

Quelques détachements de carlistes, conduits par des hommes civilisés, ont envahi St-Idelfonse. Grâce à l'intervention des officiers, le mobilier de cette résidence royale a été respecté. Pour célébrer leur arrivée dans ces jardins royaux, les carlistes ont fait jouer les grandes eaux.

On assure que le mouvement d'Aspiroz, sur l'Escarial, a forcé les ennemis à se replier sur Syalveda.

Le bruit court que Forcadell, entrant brusquement dans le Grao, à 5 lieues de Valence, a surpris un grand nombre de familles riches qui prenaient tranquillement des bains de mer. Des scènes étranges auraient, dit-on, accompagné cette singulière surprise.

Cabrera, s'il en faut croire les rapports, suivait de près Forcadell, et la marche serait fermée par le prétendant qui ne se presse jamais de se montrer à l'avant-garde.

— Les élections pour les nouvelles cortès seront nécessairement en retard, par suite des derniers mouvements des carlistes.

— Les nouvelles de Madrid portent qu'on venait d'apprendre par Séville que l'empereur de Maroc veut se mettre en état d'hostilité avec l'Espagne; du côté de Ceuta des forces africaines considérables y étaient en vue. Le gouverneur de ce bagne demandait au ministère des instructions en conséquence. Pauvre Espagne!

— Le paquebot *Formosa*, arrivé hier au Havre, donne des nouvelles des Etats-Unis jusqu'au 17 juillet.

C'est peut-être en continuant à se conformer aux bons vieux principes de commerce, que plusieurs maisons de New-York ont pu non-seulement résister à la crise, mais jeter les fondements d'un système meilleur et qui nous permettra de rétablir nos relations à l'étranger et notre commerce d'échanges, et de les asseoir sur une base impérissable.

— Les journaux de Madrid rendent un compte détaillé de la séance du 7, qui a été des plus orageuses. Le congrès a résolu à l'unanimité de s'occuper des affaires de la guerre. Le ministère a vivement combattu la proposition signée par les députés de la Vieille-Castille qui demandaient que les ministres se présentassent au congrès pour rendre compte des mesures adop-

tées afin d'empêcher l'installation d'une junte rebelle dans la province de Soria, qui s'occupe à lever tous les jeunes gens pour la faction.

La séance s'est terminée à sept heures et demie. La proposition a été rejetée par 76 voix contre 53, quoique une trentaine de députés ministériels eussent abandonné la salle à cause de l'heure avancée.

Dans la séance du 8, M. Olozaga a demandé que le gouvernement expliquât s'il entendait comprendre les rédacteurs des feuilles périodiques dans l'art. 3 du décret qui déclare la Casette en état de siège.

M. Calatrava, après avoir justifié et précisé le sens du décret qu'il a déclaré de toute nécessité dans les circonstances actuelles, a répondu qu'il ne serait apporté, du plein gré du gouvernement, aucune modification ni fait aucune addition au texte du décret.

M. Olozaga a déclaré qu'il allait faire une motion tendant à ce que la chambre voulût bien définir la responsabilité du ministère qui, dans ce cas, violerait la liberté de la presse et la constitution.

La proposition de M. Olozaga a dû être mise en discussion à la fin de la séance.

Bulletin Judiciaire.

JURIDICTION CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE.

Audience du 11 août.

ATTENTATS ET MEURTRES COMMIS SUR DEUX JEUNES FILLES. — DÉNONCIATIONS DE L'ACCUSÉ. — SUICIDE.

Louis Millet, âgé de 67 ans, et Marie-Anne Drugem, sa femme, âgée de 59 ans, vivaient, sans enfants, dans une maison isolée du village de Montheréau. Ils avaient reçu chez eux Pauline Jugaud, orpheline de 18 ans, pupille de Millet, et Estelle Rouzeau, enfant de 11 ans; d'une beauté et d'une intelligence remarquables, nièce de la femme Millet.

Le 23 février dernier, sur les six heures et demie du matin, la femme Millet trouva ces deux jeunes filles mortes dans le lit où elles couchaient ensemble.

La justice, informée de cet événement, se rendit sur les lieux.

Louis Millet, qui était couché; prétendit avoir été, pendant la nuit du 22 au 23 février, victime d'une tentative d'assassinat; sa figure et sa chemise étaient ensanglantées.

Deux médecins, ayant visité les cadavres des deux jeunes filles, constatèrent qu'elles étaient mortes asphyxiées par l'effet d'obstacles qui avaient empêché l'introduction de l'air dans les poumons, et qu'elles avaient succombé quatre heures au plus tard après leur dernier repas. Des pressions au cou, des lésions graves ne laissaient aucun doute sur le genre de mort de ces jeunes personnes; elles avaient été étranglées par la main d'un assassin.

De graves lésions découvertes sur le corps d'Estelle Rouzeau annonçaient qu'elle avait été, avant sa mort, victime du plus odieux attentat. Ces lésions n'existaient pas sur le cadavre de Pauline.

Les coups dont se plaignait Millet ne lui avaient pas été appliqués avec beaucoup de force, et ne lui causaient aucune indisposition. Il n'avait aucune blessure, lésion ou contusion sur les bras, au tronc ou aux cuisses; mais, sur les crêtes des tibias des deux jambes, il se trouvait deux égratignures légères.

Un de ces deux crimes devait bientôt peser sur la tête de Millet lui-même.

Le matin, sur les sept heures, il alla chez ses voisins, Martin et la femme Levalois, leur annoncer que, pendant la nuit, un grand malheur était arrivé chez lui, que ses deux petites étaient mortes. On lui demanda comment un événement pareil avait pu arriver; il répondit : « Je n'ai pas eu le courage de monter les voir!... Nous avions bien soupé hier soir; elles n'étaient point malades. » Et comme on lui représentait qu'il est blessé lui-même : « Je ne sais pas, dit-il, d'où cela me provient. Je ne sais pas si c'est le transport de la mort de ces petites, car, quand je me suis fait cela, je ne l'ai pas senti! » Il charge Martin d'aller avertir la mère de la jeune Rouzeau, et ne lui dit pas un mot qui pût faire supposer que celle-ci avait été victime d'une mort violente.

Si Millet eût été réellement attaqué par des assassins, sa première pensée, en voyant mortes deux jeunes personnes confiées à ses soins, devait être d'appeler la justice; c'est une ensevelisseuse qu'il envoie chercher. Celle-ci refuse de toucher aux victimes avant qu'on ait averti l'autorité. « A quoi bon? dit Millet; ce serait une dépense inutile! »

Diverses personnes arrivent, les époux Millet parlent toujours de la mort des jeunes filles comme d'un événement naturel.

Mais les soupçons commencent à circuler; chacun insistait pour faire intervenir la justice. Force fut bien d'y consentir.

Millet déclara au juge-de-peace du canton, qui arriva bientôt, que, sur les quatre heures du matin, il avait été réveillé par plusieurs coups violents qu'on lui avait portés sur la tête; qu'on l'avait saisi avec tant de force à la gorge, qu'il n'avait pu pousser que quelques râlements qui avaient déterminé sa femme, qui ne dormait pas, à se lever : ce qui avait effrayé les assassins, qui s'étaient enfuis sans que l'obscurité leur eût permis de les reconnaître.

Le lendemain, il reproduit à M. le juge d'instruction la même version; mais ce n'est plus au bruit de ses râlements que sa femme, qui ne dormait pas, serait venue à son secours; il eut, prétend-il, une lutte violente; il ne cessait de crier : « A l'assassin!... » Ce sont ces cris qui réveillèrent sa femme et l'amènèrent à son secours. La femme Millet reproduit à peu près les mêmes circonstances et les mêmes contradictions. Du reste, l'un et l'autre déclarent qu'ils ne se connaissent point d'ennemis, qu'ils ne soupçonnent qui que ce soit, et qu'ils n'ont point entendu crier les victimes, quoiqu'elles fussent couchées dans un grenier situé presque au-dessus de leur chambre.

Rien n'avait été dérangé dans l'intérieur; il n'existait point d'effraction extérieure et aucun indice n'indiquait qu'un étranger eût pu s'introduire dans cette maison, dont Millet déclarait avoir, le 22 au soir, soigneusement fermé toutes les portes.

Les soupçons les plus graves avaient saisi toutes les personnes présentes et vivement pénétré dans le public. Millet fut arrêté.

On sut alors que cet homme, doué d'une force musculaire extraordinaire, était d'une immoralité profonde. Il se vantait publiquement d'avoir entretenu des relations adultères avec toutes ses servantes, ajoutant : « Les bourgeois qui n'en font pas autant sont des sots! » Plusieurs fois on l'avait surpris en flagrant délit. Marie Dalmas, âgée de 13 ans, fut en butte à ses obscènes propos, à ses brutales persécutions, et ne trouva le moyen d'y échapper qu'en abandonnant son service. Estelle V..., âgée de 19 ans, fut un soir attaquée par lui, dans un

chemin écarté, et ne dut son salut qu'à l'intervention de son frère.

Divers autres faits de violence et de débauche furent en outre révélés contre lui, et l'on comprendra comment il a pu dire à un témoin digne de foi qui en a déposé : « Il y en a aux galères qui ne l'ont pas autant mérité que moi ! Je suis riche, mais j'en ai plus volé que je n'en ai gagné ! »

L'accusé était donc capable d'attenter à l'innocence des jeunes filles auxquelles il semblait devoir servir de père. Depuis long-temps, au dire de plusieurs témoins, il avait séduit Pauline Jugaud, sa pupille; lui seul, enfermé dans sa maison, a donc pu, en présence de celle-ci, dont il n'avait rien à redouter, se livrer sur la jeune Estelle à toute la brutalité de ses passions.

C'est après lui avoir fait subir d'horribles outrages, que le misérable l'aura égorgée pour étouffer ses plaintes et prévenir la révélation de son premier crime. Il fallait aussi qu'il se débarrassât d'un autre témoin dont il devait craindre les déclarations. Le silence complaisant ou forcé de Pauline ne pouvait la sauver !

Le monstre l'a immolée à sa sûreté.

C'est après cette épouvantable scène que Millet revint furtivement reprendre son lit. Sa femme, qui entendit ouvrir et fermer la porte, crut que c'était Pauline qui se levait; elle lui dit qu'il n'était que deux heures et qu'elle eût à retourner se coucher.

Mais la justice divine ne pouvait plus laisser de repos au coupable ! Que fera-t-il ? Dans quelle combinaison pourra-t-il chercher son salut ? Ces coups légèrement appliqués, à quatre heures du matin, cette pression au cou, à laquelle sa main gauche s'adaptait merveilleusement, étaient son ouvrage. Aussi, sa femme, réveillée par ses râlements ou par ses cris, n'a-t-elle rien vu, rien entendu, pas même remuer la porte de la chambre qui se trouva le matin exactement fermée.

Sur une autre partie du corps de l'accusé la providence avait en quelque sorte imprimé une preuve accablante de la culpabilité. Les deux égratignures des jambes n'étaient pas l'œuvre de ses invisibles assassins ! Placées à la hauteur de sa victime, elles y ont inévitablement été gravées par les ongles de ses pieds lorsque la pauvre enfant se débattait entre les bras de fer de son bourreau.

Tous ces indices d'une culpabilité pour ainsi dire évidente se fortifiaient par la contenance de Millet. On avait surtout remarqué qu'il fut saisi d'un frémissement involontaire et presque d'une attaque nerveuse lorsque M. le juge d'instruction, dictant son procès-verbal, vint à constater certaines violences existantes sur le corps de la jeune Estelle dont personne jusqu'alors ne s'était aperçu et n'avait encore parlé.

L'instruction touchait à son terme; Millet, ne sachant plus comment repousser les preuves accumulées sur sa tête, sentant l'inutilité des efforts qu'il avait faits pendant deux jours pour rendre vraisemblable l'introduction d'un étranger dans sa maison, s'avisait de changer de système. Il prétendit que les crimes commis pendant la nuit du 22 février étaient l'œuvre d'un nommé Jean Vigneau, tailleur de pierres à Rochefort. Sa femme et lui racontèrent, avec les plus choquantes contradictions, que ce Vigneau était arrivé le 22 à 6 ou 7 heures du soir, qu'il avait soupe avec eux, et que pendant la nuit il avait assassiné les jeunes filles et tenté d'assassiner le maître de la maison. « Il devait, dit le mari, coucher avec moi; mais il resta appuyé sur le pied du lit de ma femme : sur les quatre heures, je fus

réveillé par les coups que l'on me portait; en même temps on me saisit à la gorge. — « Ah ! coquin, m'écriai-je, tu m'assassines !... Qui est-ce qui m'assassine ? C'est-il vous, Vigneau ? — Le croyez-vous, mon ami ? — Tâtez ma tête, je suis tout en sang. — Bah ! bah ! me dit-il, ce n'est rien; lavez-vous avec du sel. » Il s'en fut alors; je ne l'ai pas revu depuis, quoiqu'il eût promis de revenir. Je n'ai pas entendu les scènes du grenier; mais nul autre que Vigneau n'a pu faire ce coup-là. »

La femme Millet, subjuguée par son mari, a bien voulu reproduire ses récits, mais elle raconte les choses de toute autre manière. Pressée par la logique des objections, elle tombe dans la plus violente agitation et laisse échapper ces mots : « Je ne puis pas dire que ce soit mon mari, puisque je ne l'ai pas vu. » Quatre fois elle a tenté d'en imposer à la justice; mais chaque fois, vaincue par l'évidence et les réflexions du magistrat, elle a avoué, en fondant en larmes, que Vigneau n'était pas venu chez elle le 22 février et qu'il n'y avait pas passé la nuit du 22 au 23.

Vigneau, qu'une bizarre préoccupation et des craintes étrangères aux faits de l'accusation avaient éloigné de son domicile, n'ayant pu être confronté à Millet, celui-ci s'applaudissait de sa dénonciation; mais Vigneau, arrêté à Nantes et conduit dans la prison de Saintes, a tellement justifié de son innocence, qu'il a été peu de jours après rendu à la liberté.

Millet n'en persiste pas moins à accuser Vigneau; mais personne ne croit que celui-ci soit venu à Montheureau le 22 février; personne ne l'y a vu; il est signalé comme un homme de mœurs pures, et tous les témoins pensent que Millet ne l'inculpe que pour se justifier des crimes atroces dont l'opinion publique l'accuse hautement.

Enfin, s'il eût pu rester un doute, il eût été levé par la déclaration que la femme Millet a spontanément faite au juge d'instruction devant lequel elle s'était fait conduire, et par sa confrontation avec Vigneau. Dans les deux circonstances, elle a protesté que si elle s'est décidée à accuser celui-ci, c'est injustement et bien malgré elle; qu'elle l'avait fait par ordre de son mari et pour le sauver; mais qu'elle voyait bien que c'était impossible, puisque lui seul était dans la maison pendant la fatale nuit du 22 au 23 février.

Tels sont les faits qui avaient amené Millet devant la cour d'assises.

Une foule immense encombre la salle d'audience et attend impatientement l'introduction de l'accusé. Cependant une heure s'écoule et l'audience ne commence pas... C'est à midi seulement que la cour entre en séance.

Aussitôt M. Tortat, procureur du roi, prend la parole et requiert que la cour ordonne la lecture du procès-verbal qui constate que le matin même Millet s'est donné la mort. Ces paroles produisent dans l'auditoire une agitation impossible à décrire. Après la lecture du procès-verbal, la foule s'écoule au milieu d'un profond silence.

Voici les détails que nous avons recueillis sur le suicide de Millet.

Ce matin, à six heures, la gendarmerie l'avait amené à la chambre de détention, placée près de la cour d'assises. Elle y avait aussi conduit une jeune fille accusée de vol. La cour ayant voulu procéder d'abord au jugement de cette courte affaire, celle de Millet fut remise à onze heures; la gendarmerie crut alors devoir le reconduire à la prison. Peu de temps après son retour il demanda à déjeuner. Le concierge lui servit du pain, un morceau de jambon et une demi-bouteille de vin. Il but et mangea une seule bouchée de pain.

Quelques minutes après, M. l'aumônier de la prison avait fait demander Millet pour l'entretenir un moment, le concierge trouva pendu au gond supérieur de la porte de sa chambre, avec une corde qu'il avait détachée d'un des bords des autres prisonniers. Le concierge se hâta de couper la corde et de porter le corps sur un lit. Le magistrat et les médecins de la prison, promptement avertis, se rendirent aussitôt sur les lieux. On a essayé vainement de le rappeler à la vie. L'assassin s'était fait justice !

(Gazette des Tribunaux.)

La chaudière à vapeur pour laquelle le sieur Ducel a précédemment un brevet d'invention a offert, dimanche 13 de ce mois, des résultats plus favorables encore qu'on ne l'espérait. La chaudière-Ducel, contenant 550 litres d'eau, en vaporise 10 litres dans une heure, et ne consomme que 10 kilogrammes de houille. Cette perfection si long-temps désirée économisera le concier et qui ont assisté dimanche 13 à l'expérience, ont tenu aussi grande.

MM. Breton et Danto, fabricants de chaudières à vapeur, place Groslier, sont chargés de la confection de ces nouvelles chaudières. Ils ont dans leurs ateliers le beau modèle en cuivre qui a servi pour l'essai. En traitant pour la confection, se soumettront à toutes les garanties que l'on désirera.

GRAND-THÉÂTRE.

Dimanche 20 août 1837. — A la demande générale, M. Nourrit donnera la dernière représentation de *La Juive*, grand-opéra. — On commencera à sept heures.

GYMNASÉ-LYONNAIS.

Vendredi 18 août 1837. — 1^o L'ÉTUDE ET LA GRANDE DAME, vaud. — 2^o L'ANGE CARDIEN, vaud. — 3^o MA FEMME ET MON PARAPLUIE, vaud. — On commencera à six heures.

Bourse de Paris du 16 août 1837.

La hausse inattendue dans le 3 p. 0/0 consolidé a ranimé le marché. A ouvert à 79 50, et on est près de 79 55.

Les dépêches télégraphiques n'ont plus d'influence sur l'actif; cependant celle envoyée par l'ambassadeur de France, en date du 11 de Madrid, a calmé les inquiétudes. Le cours est resté à 22.

Les chemins de fer sont toujours très-animés. On y a fait beaucoup d'affaires.

Cinq pour cent	110 50	110 70	110 50	110 70
— fin courant	110 65	110 65	110 65	110 65
Quatre pour cent	102			
Trois pour cent	79 20	79 20	79 20	79 20
— fin courant	79 30	79 30	79 25	79 30
Rentes de Naples	96 90	96 90	96 90	96 90
— fin courant	97 10	97 13	97	97 13
Actions de la Banque	2410			
Caisse hypothécaire	797 50			
Quatre Canaux	1207 50			
Emprunt d'Haïti	550			

AMÉDÉE ROUSSILLAC.

LYON. — IMPRIMERIE DE BOURSY FILS, RUE POULAILLERIE, 1

Feuille d'Annonces.

EN VENTE

CHEZ BOURSY FILS, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,
Rue de la Poulallerie, 19.

RECUEIL ABRÉGÉ DES LOIS,

DÉCRETS ET ORDONNANCES

EN VIGUEUR

Sur la Législation militaire;

A l'usage des Officiers et Sous-Officiers de l'armée appelés à faire partie des Conseils de guerre.

Un Volume in-18 broché. — Prix : 75 Centimes.

ANNONCES DIVERSES.

Asphalte des Mines de Seyssel (AIN).

Le dépôt du Mastic d'Asphalte, qui était ci-devant chez MM. GONON et LANGUINIER, est tenu maintenant par M. SAUDINO, seul entrepositaire de ce produit minéral, chez MM. COQUET frères et PEILLON, commissionnaires de roulage, quai Bon-Rencontre, n° 62 bis, à Lyon. (2823)



TOPIQUE COPORISTIQUE. — Il attaque la racine des cors aux pieds, et la fait tomber en quelques jours sans nulle douleur. — Dépôt chez M. Borelly, pharmacien, place de la Préfecture, 13, à Lyon. (2928)

Changement de Domicile.

A compter du 1^{er} octobre 1837, l'étude de M. Casati, notaire, sera rue Lafont, n° 2. (2983)

ÉCOLE THÉORIE-PRATIQUE

Pour la Fabrication des Etoffes de soie,
Dirigée à Lyon par J.-V. JANTET.

M. JANTET, déjà connu par la supériorité de sa méthode d'enseignement, vient de transférer à Lyon, petite rue des Feuillants, n° 4, au 2^e, l'établissement qu'il avait précédemment à la Croix-Rousse, rue Dumenge, n° 15.

S'adresser à son nouveau domicile pour connaître les conditions d'admission de ses élèves tant internes qu'externes, et en traiter avec lui. (2840 bis)

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES

SUR LA VIE.

Les assurances sur la vie ont pour objet de garantir un capital ou une rente viagère à la mort d'une personne désignée, ou de se créer à soi-même des ressources pour l'avenir. Les primes à payer sont calculées en raison de l'âge de l'assuré et de la durée de l'assurance.

Ces assurances conviennent aussi aux prêteurs qui font des avances sur des rentes ou des pensions viagères; au créancier qui n'a d'autre garantie de remboursement que l'existence et l'industrie de son débiteur.

Les assurances sur la vie ont également pour objet de présenter aux épargnes des placements avantageux. Les rentes viagères rentrent dans cette catégorie: le taux est fixé selon l'âge du rentier; il est de 8 fr. 30 c. à 55 ans; de 9 fr. 15 c. à 59 ans; de 10 fr. à 63 ans; de 11 fr. à 67 ans; de 12 fr. à 71 ans; de 13 fr. à 75 ans; de 14 fr. 50 c. à 80 ans.

La compagnie existe depuis 1819; elle publie deux fois par an le compte de ses opérations.

Les bureaux sont à Lyon, chez M. Ed. Reveil, rue Neuve de la Préfecture, n° 1. (901)

Seul dépôt à Lyon

ARTICLES DE LA MAISON MA DE PARIS.

Ce dépôt, si avantageusement connu depuis plusieurs années et établi place Bellecour, vient d'être transféré chez Mme Veuve Ravy, rue Puits-Gaillot, n° 7, au 1^{er}, sur le derrière, du côté de la rue Désirée.

La maison ROUSSEAU-MA profite de cette occasion d'informer le public qu'en raison d'une amélioration importante obtenue dans la fabrication de l'Eau anglaise, le flacon, vendu jusqu'ici au prix de 8 fr., est maintenant réduit au prix de 6 fr. Ce précieux cosmétique, seul véritablement avoué par la chimie pour teindre de suite, d'une manière indélébile et pour toujours, les cheveux, moustaches et favoris en toutes nuances, les rend doux, brillants, flexibles, ne salit point et ne déteint jamais; son emploi, très-facile, n'exige aucune préparation.

On trouve également au dépôt les articles suivants: la Pommade grecque, qui arrête la chute des cheveux, les empêche de blanchir et les fait pousser en très-peu de temps; l'Épilatoire du Sérail, qui fait tomber les poils follets du visage ou des bras en cinq minutes, sans laisser de traces ni altérer aucunement la peau; la Crème de Turquie, qui blanchit à l'instant même la peau la plus brune; l'Eau de Turquie, qui efface les rougeurs et toutes les taches du visage; la Pâte circassienne, qui blanchit et adoucit les mains à la minute; l'Eau rose de la Cour, qui donne au teint un coloris vif et naturel; ou peut se laver le visage sans qu'il disparaisse; l'Eau des Chevaliers, qui détruit la mauvaise haleine, lui donne le parfum le plus suave, et blanchit parfaitement les dents sans en offenser l'émail. — Prix: 6 fr. chaque article. (Remise quand on en prend plusieurs à la fois.) — On fait des envois dans les départements. (Affranchir.)

S'adresser au dépôt, maison Rousseau-Ma, de Paris, rue Puits-Gaillot, n° 7, au premier, sur le derrière, chez Mme Veuve Ravy. (2765)

MALADIES SECRÈTES.

Récemment, anciennes et réputées incurables,

Guéries sans rechute d'un à cinq jours, par une méthode unique aussi sûre que facile, par le docteur Thivaud, de Montpellier. Prix: 10 fr. le flacon avec l'instruction. Un flacon suffit pour la guérison parfaite de l'écoulement le plus ancien et le plus rebelle. — Dépôt chez M. Bertrand, pharmacien, place Bellecour, à Lyon. (1667)

GUÉRISON

DES

Maladies Secrètes.

NOUVELLES OU ANCIENNES,

Dartres, gales, rougeurs à la peau, ulcères, écoulements, fleurs ou pertes blanches les plus rebelles, et de toute acréte ou vice du sang.

Par le Sirop Dépuratif Végétal de Séné.

Extrait du précieux Recueil des Recettes médico-officinales, PUBLIÉ PAR ORDRE EXPRES DU GOUVERNEMENT.

Le traitement est prompt et aisé à suivre en secret ou en voyage; il n'apporte aucun dérangement dans les occupations journalières, et n'exige pas un régime trop austère.

S'adresser chez PERENIN, pharmacien-chimiste, rue Palais-Grillet, n° 23, à Lyon. (2886)

(2944) Rue Richelieu, 93, à Paris.

AMANDINE

De FAGUER, successeur de LABOULLEE, parfumeur.

Le succès immense et toujours croissant de cette pâte de toilette est dû à sa supériorité bien reconnue pour blanchir la peau, l'adoucir et la préserver du hâle et des gerçures. Dépôt à Lyon, chez M. Soccard aîné, place de l'Herbier.

LE TAFFETAS MAUVAGE

POUR PANSER LES VISICATOIRES,

Est le seul approuvé par l'Académie royale de Médecine, à cause des grands et véritables avantages qu'on retire de son emploi. Tous les autres taffetas ou papiers ne sont que des contrefaçons occultes, sans titre et sans garantie. — Se trouve en boîtes portant le nom Mauvage, chez MM. les droguistes et principaux pharmaciens. (2912)